



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral

portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une centrale de production électrique exploitée par EDF PEI sur la commune de Bellefontaine

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1er, chapitre V, section 8 (installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite IED) et notamment son article R. 515-70 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la décision d'exécution n° 2017/1442/UE du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour les grandes installations de combustion ;
- Vu la décision d'exécution n° 2012/249/UE du 07/05/12 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;
- Vu le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Mme Laurence GOLA de MONCHY, secrétaire générale de la préfecture de la Martinique, sous-préfète de Fort-de-France ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° R02-2022-08-23-00001 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Laurence GOLA de MONCHY, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Martinique pour les affaires régionales de la Martinique en matière d'administration générale ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 10-03645 du 10 novembre 2010 autorisant la société EDF Production Électricité Insulaire Bellefontaine à exploiter une centrale thermique diesel de production d'électricité d'une capacité de 516 MW thermique sur le territoire de la commune de Bellefontaine ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2014185-0018 portant prescriptions complémentaires à la société EDF PEI Bellefontaine pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bellefontaine, en application du décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à la

constitution des garanties financières et des décrets n°2013-374 et n°2013-375 du 02 mai 2013 relatifs à la mise en application de la directive IED ;

- Vu le dossier de réexamen lié à la directive IED transmis le 14 août 2018, complété le 9 mars 2022 et amendé par l'étude technico-économique transmise le 27 décembre 2023 ;
- Vu La réponse et l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmise par courriel en date du 4 mars 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. L'analyse du dossier de réexamen et les compléments apportés confirment la mise en œuvre par EDF PEI des conclusions du BREF pour la combustion, mais une mise à jour des prescriptions applicables au site est toutefois nécessaire afin, notamment, d'adapter les limites de rejets atmosphériques ;
2. En application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement :
 - il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société EDF PEI pour son site EDF Bellefontaine B, en vue de garantir les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
 - la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ne s'avère pas nécessaire compte tenu de l'absence d'impact particulier ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

ARRÊTE

Article 1

La société EDF PEI, dont le siège social est situé à Centrale EDF B – Fond Laillet – 97219 BELLEFONTAINE dénommée ci-après l'exploitant, doit pour les installations qu'elle exploite à la même adresse sur la commune de BELLEFONTAINE, respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 10-03645 du 10 novembre 2010 est abrogé et est remplacé par le présent article.

Rubrique	Nature de l'installation	Capacité des installations		Régime
		Seuils de classement	Installations	
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Supérieure ou égale à 50 MW	Installation « A » constituée de 12 moteurs de 42,8 MWth chacun, soit une puissance thermique nominale totale égale à 513.6 MWth	A
4734-2-a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essence et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazole (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris les cavités souterraines étant pour les autres stockages :	>25 000 t	<i>Le détail de ces installations est décrit dans l'annexe informations sensibles – non communicables au public.</i>	A Seveso Seuil haut
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60°C et 93° C, fiouls lourds et pétroles brut à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installations de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1436. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation.	Sans seuil	Tuyauterie d'alimentation en fioul domestique et en fioul lourd en provenance de l'apportement et desservant le parc à fioul.	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, de la biomasse, des produits connexes de scierie issus du b,(v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-1-4-3 du code de l'environnement ; à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :	Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière auxiliaire de secours de 1,8 MWth	DC
4802-2.a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg,	≥ 300 kg	Quantité totale de fluide frigorigène pour des capacités unitaires supérieures à 2 kg : 340 kg	DC

Article 3 Tuyauteries et équipements sous pression

Les tuyauteries d'alimentation en combustible de la centrale électrique provenant de l'apportement sont considérées comme tuyauteries d'usine connexes aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) exploitée sur le site EDF Bellefontaine B.

Ces tuyauteries sont de DN150 et DN350 avec une pression de service de 9 bars.

Les tuyauteries d'alimentation en combustible provenant de l'apportement sont construites et exploitées selon les dispositions de l'article R.557-1-1 et suivants du code de l'environnement. Notamment, le suivi en service des équipements est effectué selon les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 et des dispositions futures ayant le même objet.

Un programme d'inspection des tuyauteries et des équipements associés (vannes, brides...) est défini par l'exploitant. Il permet une surveillance exhaustive des points sensibles, selon une périodicité définie et justifiée.

Sa mise en œuvre est confiée à un service spécifique sous l'autorité de l'exploitant. Il est le garant du respect de la réglementation en vigueur.

L'ensemble des contrôles réalisés fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 Application des meilleures techniques disponibles

Le périmètre auquel s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement couvre les installations de combustion et les activités en amont et en aval qui y sont directement associées, y compris les techniques appliquées pour la prévention et la réduction des émissions.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites en particulier dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux grandes installations de combustion (BREF LCP) ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R.515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

Article 5 Management environnemental

L'exploitant met en place sans délai un système de management environnemental comprenant notamment :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

Article 6 Efficacité énergétique

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Le rendement électrique net ne doit pas être inférieur à 38,3 % et ne doit pas dépasser 44,5 %.

Lors du réexamen périodique prévu à l'article L.515-28 du code de l'environnement, l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Article 7 Gestion des périodes OTNOC

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs, visées à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

L'exploitant tient à jour un plan de gestion de ces périodes conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF LCP.

La durée maximale de l'ensemble des périodes OTNOC ne peut dépasser 10 % de la durée totale de fonctionnement de l'installation. Le nombre d'heures d'indisponibilité pour l'installation correspond à la somme du nombre d'heures d'indisponibilité par moteur. L'exploitant prend toutes les dispositions matérielles et organisationnelles pour réduire au maximum ces périodes.

Les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu au chapitre 8.2.

7.1. Définition des durées des périodes de démarrage et d'arrêt

La fin de la période de démarrage est effective dès la réalisation de deux des trois critères suivants correspondant à une charge supérieure à 71.75% (charge minimale pour un régime de croisière) et un fonctionnement stabilisé du système SCR (Selective Catalytic Reduction) :

- Charge supérieure à 71.75% (12.6MW)
- Temps écoulé après l'atteinte d'une charge de 71.75% supérieur à 60 minutes

- Delta de température entre l'entrée et la sortie du système SCR supérieure à 15 °C

La période d'arrêt (charge minimale d'arrêt pour laquelle il n'y a plus d'électricité disponible pour le réseau, compatible avec le plein fonctionnement des systèmes de dépollution des fumées) débute dès lors que la charge est inférieure à 71,75 % de la puissance nominale.

Article 8 Prévention de la pollution atmosphérique

Les valeurs limites des concentrations à l'émission fixées à l'article 2.8.4 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2010 sont remplacées par celles dans le présent article.

8.1. Conditions de rejets

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par Normal mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

Paramètre	12 Moteurs	
	Concentration	Flux débit nominal à 15% d'O ₂ = 133 333 Nm ³ /h
	Niveau d'émission (mg/Nm ³)	En kg/h
Poussières, y compris particules fines	37,5	50
SO ₂	562,5	750
NO _x en équivalent NO ₂	225	300
CO	243,72	325
O	11,25	15
HAP	0,1	0,14
COV _{totaux}	15	20
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,06 par métal et 0,12 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As+Se+Te)	1,33
plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	1,33
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5	6,6

À compter du 1^{er} janvier 2030, les valeurs limites des concentrations à l'émission des paramètres SO₂, CO et poussières à respecter sont les suivantes :

Paramètre	12 Moteurs	
	Concentration	Flux débit nominal à 15% d'O ₂ = 133 333 Nm ³ /h
	Niveau d'émission (mg/Nm ³)	En kg/h
Poussières, y compris particules fines	35	46,66
SO ₂	280	373
CO	175	233

8.2. Surveillance des émissions atmosphériques et de l'impact sur l'environnement

Le programme de surveillance respecte les dispositions du chapitre VI de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

En outre, pendant les périodes OTNOC, une surveillance en continue est réalisée jusqu'à atteindre les plages supérieures de mesures des analyseurs définies ci-après :

	A 5% d'O ₂	A 15% d'O ₂
CO	0 – 1346 mg / Nm ³	0 – 505 mg / Nm ³
NOX	0 – 2163 mg / Nm ³	0 – 811 mg / Nm ³
Poussières	0 – 323 mg / Nm ³	0 – 121 mg / Nm ³

Au-delà, leur estimation est établie par calcul sur la base de guides techniques validés par l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces mesures sont reportés sur le bilan annuel décrit à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

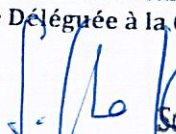
Article 9 Prévention de la pollution des eaux

L'exploitant respecte les dispositions du Titre IV de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Article 10 Publication et notification

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Pierre, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Bellefontaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fort-de-France, le 25 MARS 2024
Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
 Sous-Préfète Déléguée à la Cohésion Sociale

 Sophie CHAUMEAU

Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.